REFERENT DEONTOLOGUE

FORMULAIRE DE SAISINE A DESTINATION DE L’AUTORITE HIERARCHIQUE

EN CAS DE DOUTE SERIEUX SUR LA COMPATIBILITE D’UNE ACTIVITE

(*demande de temps partiel pour création d’entreprise ou pour exercer une activité privée lucrative, nomination dans un emploi public d’un candidat issu du secteur privé* -

Articles L. 123-8, L. 124-4 et L. 124-7 du CGFP)

Identification de la collectivité employeur

Collectivité ou établissement :

Coordonnées de la personne saisissant le référent déontologue :

Nom : Prénom :

Courriel :

Téléphone :

Identification de l’agent

Nom : Prénom :

Date de naissance :

Adresse personnelle :

Si possible, afin que l’agent puisse être contacté :

Téléphone personnel : Courriel :

Situation administrative de l’agent

[ ]  Titulaire [ ]  Stagiaire [ ]  Contractuel

[ ]  Agent ayant cessé ses fonctions [ ]  Agent en cours de recrutement ou de réintégration

Fondement du contrat pour les contractuels :

Grade et catégorie hiérarchique actuels (ou précédents si l’agent a cessé ses fonctions ou envisagés si l’agent est nommé ou réintégré):

Position administrative (ex : activité, détachement…) :

Intitulé de l’emploi ou du poste :

Durée hebdomadaire :

[ ]  Temps complet [ ]  Temps non complet à \_\_\_\_/35ème [ ]  Temps partiel à \_\_\_\_ %

Emplois occupés sur les trois dernières années

Information sur l’activité privée

[ ]  Activité envisagée [ ]  Activité déjà exercée [ ]  Activité créée

[ ]  Activité reprise [ ]  Autre

Nom/Raison sociale :

Adresse de la structure :

Nom et coordonnées du contact dans la structure :

Secteur ou branche professionnelle :

Forme sociale (joindre le cas échéant les statuts) :

Statut de l’agent au sein de la structure :

Date prévue de début d’activité :

Lieu d’exercice de l’activité :

Quotité de temps partiel demandé, le cas échéant (elle ne peut être inférieure au mi-temps) :

Description détaillée de l’activité et des fonctions (joindre tout document utile tel qu’une copie du contrat de travail ou de la promesse d’embauche):

Appréciation de la demande par l’autorité territoriale dont relève l’agent

L’activité exercée ou envisagée / la création ou la reprise d’entreprise semble de nature à :

[ ]  Compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service.

[ ]  Compromettre ou mettre en cause l’indépendance ou la neutralité du service.

[ ]  Méconnaître un principe déontologique mentionné aux articles L. 121-1 et suivantes du code général de la fonction publique.

[ ]  Autre :

 [ ]

Description détaillée de la nature du doute sérieux sur la compatibilité de l’activité précédemment exercée ou envisagée ou du projet de création ou de reprise d’une entreprise avec les fonctions exercées par l’agent au cours des trois années précédant sa demande d’autorisation (joindre tout document utile : fiche de poste, organigramme, etc.):

A \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom, signature et cachet

de l’autorité dont relève l’agent